

50912

Distr.
LIMITEE

S&T/IGCEST/5/51(a)3 a
2 juillet 1987

Original: FRANCAIS

FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Comité intergouvernemental d'experts pour le
développement de la science et de la technique
Cinquième réunion

Addis-Abeba, 2-6 novembre 1987

RAPPORT SUR LA PREMIERE REUNION DU
GROUPE DE TRAVAIL DE L'AFRIQUE CENTRALE
YAOUNDE, REPUBLIQUE DU CAMEROUN, 11-14 MARS 1986

Introduction

Dès sa création en 1982, le Comité inter-gouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique avait décidé que les domaines suivants demandaient une attention particulière:

- (i) développement de la science et de la technique;
- (ii) besoins fondamentaux;
- (iii) industrie, y compris le transport et les communications.

Au début le Comité intergouvernemental avait proposé la création des groupes de travail séparés pour chacun des domaines, sur une base régional. Ensuite, au cours de sa deuxième réunion, tenue à Addis Abeba du 14 au 18 novembre 1983, le Comité décida de créer les groupes de travail sur une base sous-régionale où chaque groupe de travail examinerait les trois domaines précités comme suit: Afrique australe, Afrique de l'est, Afrique centrale, Afrique de l'ouest et Afrique du nord, avec chaque sous-région ayant un pays hôte.

Dans le cas de l'Afrique centrale le Cameroun avait été désigné comme pays hôte.

C'est ainsi que le pays hôte, le Cameroun, organisa du 11 au 14 mars 1986, la première réunion du groupe de travail de l'Afrique Centrale.

Participation et déroulement des travaux

La séance d'ouverture a été présidée par son Excellence Monsieur David Abouem à Tchoyi, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique de la République du Cameroun.

Les représentants des Etats suivants de la sous-région étaient présents: Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon et Tchad. Les organisations internationales suivantes ont également pris part aux travaux: la CEA, l'OUA et l'UDEAC (voir le rapport de la réunion ci-joint).

Recommandations

Au terme de leurs travaux, les participants à la première réunion du Groupe de travail du Comité Intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique pour la sous région de l'Afrique Centrale:

1. a) invitent chaque Etat à mettre en place et ou à renforcer des mécanismes de coordination des activités de la recherche scientifique et technique.
- b) demandent aux organismes internationaux, sous-régionaux et régionaux, de prêter aux états leur assistance à la réalisation de cet objectif notamment à la République du Tchad.

2. Invitent chaque Etat à élaborer et ou actualiser un repertoire des institutions scientifiques et techniques et leurs activités et à le communiquer aux organismes sous-régionaux et régionaux pour synthèse et diffusion.
3.
 - a) invitent chaque Etat à accorder, avec toutes les mesures incitatives nécessaires, une plus grande priorité à l'orientation des élèves vers les disciplines scientifiques et techniques dès le premier cycle du secondaire;
 - b) invitent les états à favoriser et envourager la formation des cadres moyens de la recherche, de maintenance et des autres secteurs d'activités économiques;
 - c) invitent les états à doter cette catégories de personnel d'un statut adéquat.
4. Demandent aux organisme sous-régionaux et régionaux de mener des études dans les états de la sous-région sur les causes des échecs dans les filières de formation scientifique.
5. Invitent les états à mettre en place et ou à renforcer les structures de valorisation et de vulgarisation des résultats de la recherche scientifique et technique.
6. Demandent à la CEA de mener une étude sur la possibilité d'élargissement des champs d'action des organismes sous-régionaux existants, tel que l'Institut Sous-Régional Multi sectoriel des Technologies Appliquées, de Planification et d'évaluation des projets.
7. Demandent à la CEA d'assister les états de la sous-région dans le renforcement de leurs structures d'intervention en matières de négociation et de transfert de technologies.
8. Demandent à l'OUA d'aider au renforcement des services nationaux.
9. Demandent à la CEA et à l'OUA, en collaboration avec les organisations sous-régionales, l'organisation dans des délais raisonnables d'un séminaire sous régional sur la valorisation des résultats de la recherche scientifique et technique.
10. Demandent à la CEA de contribuer à l'étude et à la mise en place dans des délais résonnables d'un réseau sous-régional d'alerte sur les technologies nouvelles.

Conclusions

Cette première réunion a souffert de part de fait que le SNUFSTD, qui devait financer la participation des experts des Etats membres et de l'OUA et la CEA n'arriva pas à prendre une décision jusqu'au dernier moment. Ainsi, l'OUA et la CEA qui avaient organisé la réunion et qui devaient envoyer des experts de leurs sièges respectifs pour introduire les thèmes et animer les débats, ne purent le faire. Par conséquent la réunion souffra par manque d'orientation du à l'absence des fonctionnaires responsables de l'organisation.

Néanmoins les représentants présents à la réunion ont fait un travail remarquable et la réunion a été une réussite. Cette réussite est due principalement aux efforts des représentants du pays hôte, Cameroun et du MULPOC de Yaoundé et des experts réunis.